

DU MEPRIS ET DES CLICHES DANS UN ARTICLE DU MONDE et DE LA GRANDE DIFFICULTE A OBTENIR UN DEMI DROIT DE REPONSE.

LE PARCOURS DU COMBATTANT POUR UN DROIT DE REPONSE

En tant que membre du Collectif Bas Les Masque 66, et étant personnellement cité dans l'article du magazine du Monde paru le 12 et 13 février (en ligne puis sur papier), tantôt titré « Prades, son premier ministre et ses complotistes » ou « Prades, en deçà des Pyrénées, au-delà de la vérité », j'ai voulu faire publier au dit magazine un droit de réponse à cet article, mais je ne croyais pas que ce serait si difficile. D'abord, cette parution n'est en aucun cas une faveur du journal, puisqu'il y est obligé par la loi, tant que ce droit de réponse correspond aux critères qui l'encadrent. Mais en gros, la législation fait qu'il ne m'était possible de parler que de ce qui me concernait directement, et uniquement pour rectifier des contre-vérités ou des interprétations abusives. Un grand nombre de personnes s'est senti méprisé et trahi par cet article, mais beaucoup n'étaient pas nommément cités, et même pour ceux qui l'étaient, il apparaissait quasi impossible, de demander un droit de réponse pour un seul bout de phrase. J'ai alors voulu faire cette expérience en mon nom, et celle-ci a démontré que la force, juridique et financière, d'un journal tel que Le Monde, rend pratiquement impossible pour un particulier lambda de pleinement faire respecter son droit de réponse.

On comprend bien pourquoi la demande de droit de réponse doit suivre certaines règles, car les organes de presse étant contraints par la loi de les publier, si cela n'était pas cadré, ils pourraient crouler sous les demandes, et être obligés de remplir leurs journaux de droits de réponse. Mais voilà le premier et principal problème : c'est le service juridique du journal lui-même, qui juge si le droit de réponse est conforme à la législation, et non un service indépendant et impartial. Et pour couronner cette aberration, le refus de publier n'a pas pour obligation d'être justifié. On se retrouve alors face à des spécialistes du juridique, qui assurent avec aplomb que votre texte n'est pas conforme, sans vouloir vous dire pourquoi (même en conversation téléphonique) et cela vous oblige alors à employer un avocat, ne serait-ce que pour savoir quoi corriger. Mais encore, si cela avait suffi...

CE DROIT DE REPONSE M'A D'ABORD ETE REFUSE 3 FOIS, sans aucune justification.

Au premier refus, j'ai cru que la raison pouvait être le fait de ne pas avoir adressé mon courrier à la bonne personne (la directrice de rédaction), alors j'ai renvoyé le même texte (au directeur de publication).

La 2e fois, je n'ai pas trouvé d'autres raisons possibles, et j'ai donc fait appel à un avocat, spécialiste du droit de la presse. Un élan de groupe a conduit à mettre en place une collecte, qui a couvert les frais d'avocat, pour rédiger un nouveau texte, encore plus édulcoré. Mais nous avons essuyé le même refus, toujours avec la même lettre-type, et toujours sans aucune justification.

L'avocat du Monde lui-même, lorsqu'il a eu connaissance de notre texte, n'a rien trouvé qui puisse juridiquement justifier ce refus. Nous avons alors la possibilité d'attaquer Le Monde, mais voilà le deuxième gros problème : cela pouvait nous coûter jusqu'à 5000€, sans aucun espoir, même en cas de victoire, de s'en faire rembourser la totalité, mais seulement une partie. L'avocat du Monde, sachant bien qu'une telle somme est très élevée pour un particulier, a alors ouvert la possibilité d'une négociation, que nous préférierions à la dépense : que le droit de réponse ne paraisse qu'en ligne, et pas sur papier, à condition que nous abandonnions tout projet d'action en justice et toute autre demande de parution. Le fait que le journal accepte de le faire paraître en ligne montre que le texte respecte les règles, car nous leur avons quand même assuré que s'il refusait toute parution, nous attaquerions malgré les dépenses dissuasives. S'il était sûr de gagner, il nous aurait très probablement laissé attaquer. Au final c'est donc bien le journal qui ne respecte pas les règles, car il était obligé par la loi de faire également paraître le texte sur papier, dans le magazine du week-end, mais s'est dégagé de cette obligation par cette négociation. Il y a trois raisons principales pour lesquelles notre droit n'avait aucune chance d'être pleinement respecté : le fait que la conformité du texte est d'abord jugée par le journal lui-même, le fait que la demande d'un droit de réponse soit

considérée par le journal comme une attaque de la part d'adversaires (dixit le service juridique), et le fait de ne pas avoir 5000€ à mettre sur la table.

Il y avait peut-être une autre méthode ou une autre stratégie, mais je ne l'ai pas trouvée. Connaître un avocat prêt à travailler bénévolement pouvait en être une.

POUR REPRENDRE LA LIBERTE DE PAROLE

Alors pour pallier ces restrictions à pouvoir dire ce qu'on pense de ce fameux article, après les lettres que j'ai pu lire, envoyées au journal par des Pradéens (et autres Conflentois), voici un commentaire à propos de ce traitement médiatique biaisé, d'une parole réellement libre :

Malgré le ton doucement dédaigneux, les nombreuses caricatures, les clichés et amalgames en tous genres, les raccourcis abusifs, les erreurs et les contre-vérités, il a été clair pour bon nombre d'entre nous, que cet article servait au moins à parler de la contestation à la politique sanitaire actuelle, en faisant le portrait d'une petite ville de Province, que l'on peut imaginer ressembler à bon nombre d'autres.

Les deux auteures de cet article sont restées autour de Prades pendant près d'une semaine, et ont interrogé un assez grand nombre de personnes au gré de leur séjour. Le collectif Bas Les Masques 66 a été représenté par trois personnes, lors d'une interview d'environ 2 heures. Nous sommes bien évidemment désolés de ne retrouver dans cet article aucune évocation des éléments transmis lors de l'interview à propos de nos démarches, comme les motions écrites au premier ministre, les entrevues avec les responsables d'Académie, les multiples regroupements et visio-conférences avec des collectifs partout en France pour chercher des solutions, ou encore l'initiative d'une étude d'impact en santé publique à propos des effets secondaires éventuels du port du masque chez les enfants. L'évocation de ces démarches, présentant les réelles raisons de nos inquiétudes, et montrant que nous étions des gens sérieux et organisés, aurait peut-être permis de contre-balancer l'aspect farfelu, et parfois irrationnel, qui peut ressortir de la grande majorité des descriptions de cet article, concernant les contestataires dans leur ensemble. Nous n'étions pas totalement dupes en accordant cette interview, mais nous ne nous attendions pas à une telle caricature.

INFORMATIONS et CITATIONS FAUSSEES

Dès le départ, une déformation de phrase nous fait dire ce que nous ne disons pas. Le haut-parleur mentionné n'a jamais diffusé un message qui prétende que « *le système immunitaire est la solution* », ce qui voudrait dire que cette “solution” serait la “seule solution”, affirmation qui serait totalement abusive et mensongère de notre part. Il y a des vidéos qui le montre : le message se contentait à ce propos de donner des conseils pour avoir un bon système immunitaire, afin de simplement aider à la prévention. Les deux phrases exactes à ce sujet étaient : « Pour avoir un bon système immunitaire, il est conseillé, entre autres, de manger, de bouger et de penser sainement. Vous pouvez commencer dès maintenant. » C'était un enregistrement qui tournait en boucle, sans aucune variation.

Plus loin, on parle de « *défilé théâtral de pleureuses chaque mardi* », alors qu'il n'y a eu qu'une seule fois un tel défilé, pour une performance mettant en scène l'enterrement de la démocratie lors d'une manifestation, un samedi. On parle aussi, toujours « *chaque mardi* », d'« *annonceurs d'apocalypse* » (ce n'est pas rien) qui ne se sont pourtant jamais exprimé publiquement lors des « *agoras* » que l'article décrit, et dont aucune personne du collectif n'a jamais entendu parlé.

Dès la phrase d'accroche elle-même, une citation sort d'on ne sait où : « *Des morts du Covid, il n'y en a pas, sauf à la télévision !* ». On part ainsi du principe qu'on peut entendre à tout va dans cette ville une sorte de négationnisme de l'épidémie. Ce genre de thèse peut évidemment être relevé dans n'importe quel recoin de la planète, et il est terriblement réducteur, et démesurément abusif d'essentialiser une ville entière avec une phrase tellement rare, que la plupart d'entre nous ne l'ont jamais entendue.

UNE CATEGORISATION DE LA POPULATION est comme souvent l'occasion d'un grand fourre-tout qui, dans cet article du Monde, est résumé avec une paresse intellectuelle déconcertante, en deux ou trois concepts réducteurs, abusifs, et des plus flous : « néoruraux », « antimasques » et « complotistes ».

Les « *néoruraux* » ne sont évidemment pas tous contestataires, et les contestataires ne sont évidemment pas tous « *néoruraux* ». Dans la manifestation du 7 novembre 2020, il n'y avait évidemment pas que des « *néoruraux* », et parmi environ 700 personnes présentes, il aurait été difficile de distinguer les personnes originaires de la région, de celles qui n'en étaient pas originaires. Lesdits « *antimasques* » ne se limitent pas à la remise en question du seul port du masque, mais aussi de la gestion catastrophiste, et catastrophique, de la situation sanitaire dans son ensemble, et beaucoup ne remettent pas en question le masque aveuglement dans toutes les situations (intérieur, extérieur, enfants, adultes, espace public, espace privé, et milieu hospitalier). Quant aux « *complotistes* », terme définissant aujourd'hui quasiment toute personne posant la moindre question sur le bien fondé des décisions et des directives gouvernementales, le flou est tel qu'il frise la malhonnêteté intellectuelle. On se plaît alors à ranger derrière ces étiquettes un mélange de catégories parfois grotesques, dans lesquelles en réalité on ne trouve évidemment pas que des personnes remettant en question la politique sanitaire : les « *cultivateurs bio, naturopathes, profs de yoga, animateurs culturels* », le « *long pull tricoté main* », le « *gitan* » improvisant sur « *les airs des Gipsy Kings* », les « *gaillards en pantalons bouffants descendus des montagnes [qui] écoulent leurs légumes anciens, leurs pâtisseries aux herbes sauvages et des flyers pour des séances de méditation* »...

DANS CE GRAND SAC, on prétend que tout ce petit monde s'est « *autoproclamé "alternatifs"* », comme si les étiquettes que l'on voulait poser sur des gens, étaient en fait posées par les gens eux-mêmes, et comme si le fait d'être défini comme "alternatif" entraînait forcément le fait de remettre en question la politique sanitaire actuelle. Nous sommes bien sûr tous "l'alternatif d'un autre", et cela ne peut évidemment être défini que par l'autre.

Dans ce grand sac, au passage, une insidieuse sémantique entraîne la négation du caractère professionnel des agriculteurs locaux, qui sont rarement en « *pantalons bouffants* » et qui ne descendent pas tous des montagnes. On les définit comme de simples « *cultivateurs* » plutôt que des "agriculteurs" ou des "producteurs", qui « *écoulent* » leurs produits plutôt que de les "vendre". De ce point de vue condescendant, les vrais agriculteurs sont sans doute ceux qui produisent à beaucoup plus grande échelle, et qui ont autre chose à faire que de proposer eux-mêmes leurs produits sur un marché.

Dans ce grand sac, on finit même par englober tous ces gens dans un « *Brice et ses amis, qui s'égosillent pour convaincre que l'épidémie est un mirage* ». Cela achève de désigner un groupe plus flou que jamais, sans savoir évidemment lesquels sont « *ses amis* », et pour faire dire à tous la même chose. Cette affirmation, en plus des fausses citations et des raccourcis abusifs mis entre guillemets, est la plus flagrante contre-vérité de ce papier, puisque ni Brice ni le collectif Bas Les Masques 66 dont il fait partie n'a jamais prétendu une chose pareille, qu'on pourrait considérer à raison comme une affabulation, et comme un comble de complotisme

Mais surtout, dans ce grand sac, on oublie bien sûr de s'intéresser, parmi ces contestataires, aux juristes, aux enseignants, aux orthophonistes, aux entrepreneurs, aux retraités, et à tous ceux dont l'évocation entraverait cette vision binaire du monde, d'après laquelle deux camps doivent toujours s'opposer.

Après toutes ces caricatures, c'est seulement « *un petit groupe de jeunes parents* » qui « *a créé le Collectif Bas Les Masques 66* », « *quand le masque a été imposé à l'école primaire* ». En réalité, ce collectif a tout de suite été composé d'environ 250 personnes, y compris sans enfant, et sur plusieurs générations. Ces gens ont simplement en commun, non pas d'être « *autoproclamés "alternatifs"* » (ce qui n'a aucun sens pour la plupart d'entre nous), ni d'être des « *néoruraux* » (puisque certains d'entre nous sont bien sûr Catalans de naissance), mais d'être très inquiets à propos de ce que l'on fait subir aux plus jeunes, sans aucune prise en compte de la balance bénéfice-risque à leur sujet.

Face à ceux « *qui s'égosillent pour convaincre que l'épidémie est un mirage* », il y a « *ceux qui se taisent sous leur masque, effrayés par la maladie* », et entre les deux, rien ne paraît pouvoir exister, selon cette vision bilatérale du monde. Où sont ceux qui se taisent sous leur masque, mais qui ont plus peur de la répression qu'autre chose ? Où sont ceux qui ont peur de la maladie, mais qui s'égosillent pour dire qu'il est inadmissible de faire porter un masque à un enfant de 6 ans pendant des journées complètes depuis des mois ?

CE QUI EST DECRIT COMME L'AUTRE CAMP est également un grand fourre-tout dans lequel on retrouve bien sûr ceux que l'on considère aptes à une réflexion rationnelle : des entrepreneurs, des fonctionnaires, des élus et surtout « *les retraités* » qui forment un ensemble en eux-mêmes, et qui déterminent les autres comme des « *babas cool* », des « *hippies* » et des « *fumeurs de pétards sur leur nuage* » qui « *font chier* ». Bien sûr, même si l'on voulait s'évertuer à considérer deux camps, il est évident que tous les retraités ne sont pas aussi caricaturaux dans leurs points de vue, et qu'en fait toutes les générations et toutes les catégories sociales apparaissent dans ces deux camps. Au fur et à mesure de l'article, on semble découvrir que les deux camps qu'on a voulu installer ne sont pas imperméables, et que l'un a pu influencer l'autre. Mais on semble surtout ignorer, ou vouloir omettre, que les idées, la conscience et le libre arbitre ne dépendent pas toujours des catégories préconçues, et qu'il est donc peut-être naturel que les opinions de chacun puissent évoluer dans le sens de la défiance envers un gouvernement qui a plusieurs fois menti, et qui, entre autres aberrations scandaleuses, a continué à laisser fermer des lits de réanimations et des services hospitaliers entiers en plein état d'urgence sanitaire. Contrairement à ce que prétend la deuxième phrase d'accroche, au tout début de l'article, il semblerait que « *la défiance [qui] gagne jusqu'aux notables de la ville* » ne leur aurait pas été « *instillée par les néoruraux antimasques* », mais que chacun soit capable de faire sa propre analyse, au vu de sa propre expérience. Il est toujours gênant que cette capacité de libre arbitre des citoyens de toutes sortes soit considérée comme inexistante.

DIFFICILE DE CONTREBALANCER LA FABRIQUE DE L'OPINION

Quasiment toutes les personnes qui ont été frappées par les abus et la condescendance des clichés et caricatures de cet article, ont heureusement su prendre le recul qui leur a permis de voir que ce type d'article, comme beaucoup d'autres, ne ferait que conforter chaque lecteur dans sa propre vision des choses. Les ficelles étaient encore une fois tellement grosses, qu'on peut même penser (ou espérer) qu'elles aient été vues par certains qui ne les avaient pas encore vues.

Mais ce genre d'article participe tout de même à la fabrique de l'opinion, qui se fait tous les jours malgré nous dans les médias aux plus larges audiences. Alors, lorsqu'on est directement impliqué, caricaturé et faussement cité, il est difficile de laisser passer sans tenter de rétablir quelques vérités. Malheureusement, en tant que particulier, notre audience reste très limitée.